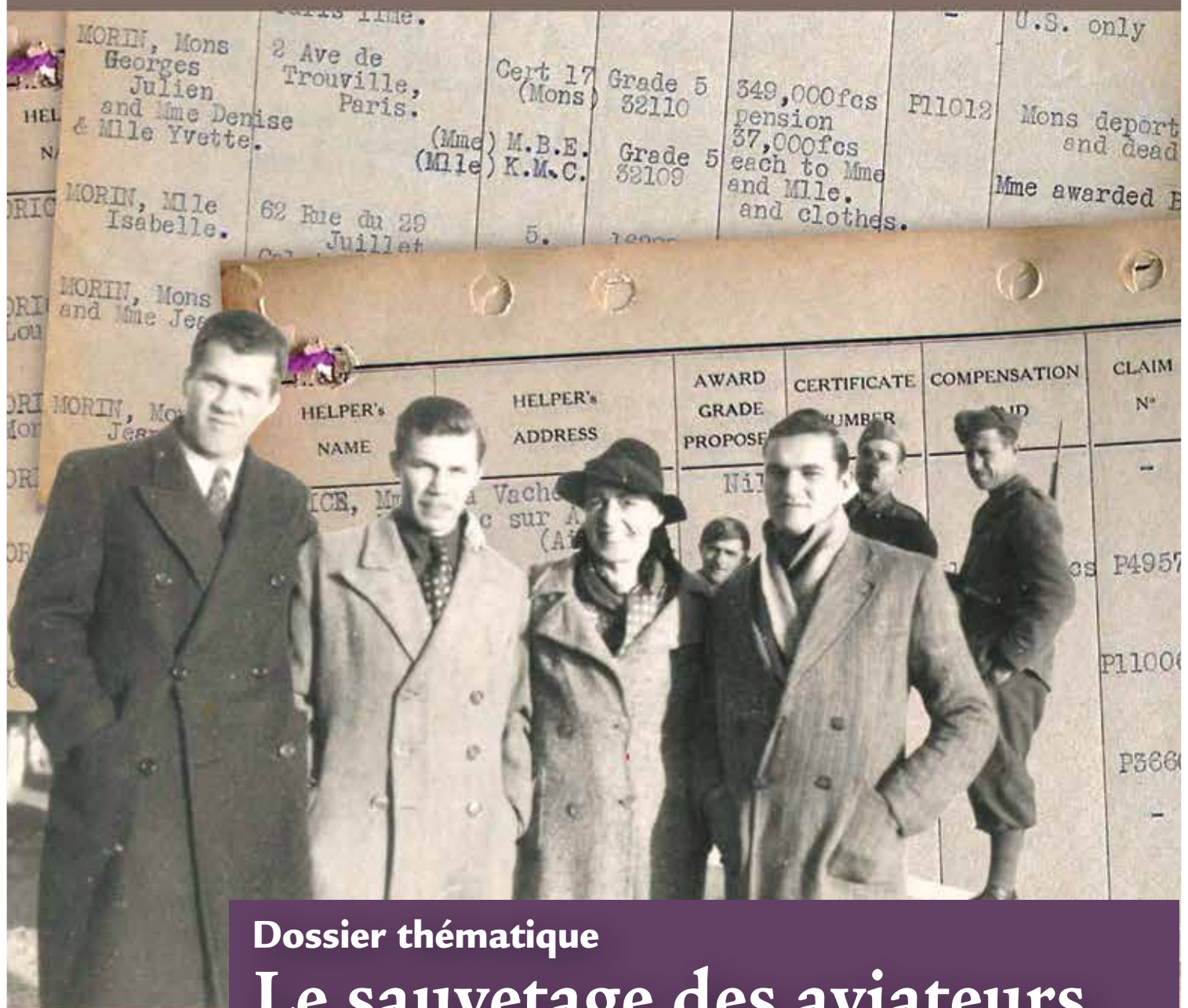


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 107 – décembre 2021 – 5,50 €



Dossier thématique

Le sauvetage des aviateurs en France sous l'Occupation

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Les cartes d'évasion en soie, des objets ingénieux pour rester libre

Les premières heures qui suivent l'arrivée d'aviateurs alliés abattus au-dessus de l'Europe occupée sont cruciales. Pour éviter d'être capturés ou faciliter leur évasion, ils sont dotés de kits d'évasion dans lesquels se trouvent des cartes imprimées sur de la soie qui vont devenir des symboles de leur exfiltration.

Des kits d'évasion dignes de James Bond

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'armée britannique crée le MI9. Cette organisation est notamment chargée de donner aux pilotes de la *Royal Air Force* (RAF) puis plus tard à ceux de l'*United States Army Air Forces* (USAAF) tombés en territoire ennemi les moyens d'éviter de se faire capturer ou bien de s'évader le cas échéant. Dans ce cadre l'officier Christopher Clayton-Hutton, inventeur et lui-même ancien pilote, met au point toute une panoplie d'objets facilitant le retour dans une zone alliée des infortunés aviateurs. Des kits d'évasion et de survie sont ainsi conçus et mis en dotation à partir de 1942. Contenus dans une pochette en toile caoutchoutée brune de petite taille (12,7 x 15,2 cm) divers objets étaient ainsi fournis aux aviateurs avant leur départ en mission. Parmi le matériel des pochettes d'aide à l'évasion (*Escape Money Purse*), on trouve une petite lame de scie à métaux, une boussole miniature (1,5 cm de diamètre), des photographies d'identité des aviateurs en civil afin de fabriquer de faux papiers nécessaires à leur exfiltration, de fortes sommes d'argent sous forme de billets de banque des devises en cours dans les pays survolés mais surtout un foulard d'évasion servant de support à une carte (*Escape Scarves*).

Ces trousses d'évasion sont complétées par des boîtes de survie (*Escape Box*) contenant notamment des aliments hautement nutritifs, des plaquettes de comprimés d'Halazone pour purifier l'eau et de Benzédrine, amphétamines pour lutter contre la fatigue⁽¹⁾.

Après leur parachutage ou leur atterrissage forcé les hommes d'équipage de la RAF et de l'USAAF ont comme instruction de se débarrasser de leur tenue de vol et de tout ce qui pouvait attirer l'attention sur eux. C'est la raison pour laquelle dans ces trousses d'évasion se trouve un nécessaire de couture pour découdre les insignes et substituer les boutons militaires par des boutons civils. Ensuite, ils doivent se diriger vers le sud de l'Europe pour passer les

Pyrénées et regagner l'Angleterre d'où l'importance de ces cartes d'un genre particulier.

Des cartes adaptées à toutes les situations

Imprimées sur de la soie ou de la rayonne (soie synthétique), ces cartes présentent de nombreux avantages. Elles sont fines, légères, manipulables sans bruit et surtout résistantes à la pluie contrairement aux cartes en papier qui deviennent rapidement inutilisables. Elles permettent donc de s'orienter en toutes circonstances. Facilement dissimulables à l'intérieur des vêtements, elles sont quasi indétectables à la palpation en cas d'arrestation. En outre, ces cartes pouvaient aussi être adressées clandestinement dans des colis destinés aux aviateurs dans les camps de prisonniers de guerre.

Les cartes les plus diffusées appartiennent à la série 1943 laquelle est constituée de dix cartes en couleur imprimées sur les deux faces couvrant l'ensemble de l'Europe. Publiées à l'échelle 1/1 000 000^e (1 cm pour 10 km) elles sont très détaillées du fait de l'emploi d'encadrés à une échelle plus importante des zones frontalières, comme les Pyrénées, points de passage essentiel pour l'exfiltration.

Au total plus de 250 modèles de cartes d'évasion sont édités durant la Seconde Guerre mondiale⁽²⁾ couvrant tous les théâtres d'opérations où sont intervenus les Alliés.

Un talisman pour des combattants, un souvenir pour les helpers

Ces foulards d'évasion vont devenir de véritables talismans pour certains combattants comme les parachutistes ayant sauté sur la Normandie le jour J. Ainsi, Richard Winters officier au 506^e régiment d'infanterie parachutiste de la 101^e division Airborne se souvient que tous les officiers de son unité avaient reçu l'ordre après le 8 mai 1945 « de rendre le foulard de soie qu'ils avaient reçu avant de sauter sur la Normandie, et sur lequel étaient imprimés la carte de France et d'éventuels itinéraires d'évasions ; faute de quoi, il leur faudrait payer une amende de 75 dollars. Ces foulards-cartes étant devenus sacrés aux yeux des vétérans du jour J, ceux-ci ont unanimement refusé de s'exécuter⁽³⁾. »



Coll. Odile de Vasselot

Carte d'évasion en soie imprimée sur les deux faces à l'échelle 1/1 000 000^e, série 1943 type C/D (75 x 72,5cm).

La première face (*Sheet C*) couvre la Hollande, la majeure partie de la Belgique, le nord-est de la France et l'Allemagne occidentale. L'autre face (*Sheet D*) représente le sud-est de la France, le sud-ouest de l'Allemagne, la Suisse, l'extrême nord-ouest de l'Italie ainsi que la région frontalière Belgique-Pays-Bas-Allemagne.

En France, dans la mémoire collective, ces cartes d'évasion appartiennent à toute une famille d'objets « tombés du ciel » avec les agents alliés, les aviateurs et les parachutistes : clefs de codage sur soie, toiles de parachutes... Données souvent par les pilotes à ceux qui les avaient aidés, symbole de cette liberté tant attendue, ces cartes d'évasion ont été soigneusement conservées après-guerre par les *helpers* ou des maquisards qui ont recueilli des aviateurs à l'été 1944⁽⁴⁾.

Frantz Malassis

(1) Par ailleurs, un gilet à grosses mailles placé sous la tenue des aviateurs en plus de leur tenir chaud lors de leur descente en parachute permettait une fois détricoté de réaliser par tressage une solide corde en vue d'une évasion.

(2) Sur les différents types de cartes et de pochettes d'évasion on se reportera à l'article très documenté de Mathieu Bianchi « Les cartes d'évasion et les aides à l'évasion du MI9, 1940-45 » paru dans *Militaria magazine* n° 329 (décembre 2012) et n° 331 (février 2013).

(3) Stephen E. Ambrose, *Frères d'armes. Compagnie E, 506^e régiment d'infanterie parachutiste, 101^e division aéroportée ; du débarquement en Normandie au nid d'aigle de Hitler*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 324.

(4) En compulsant les archives privées de Charlotte Nadel, membre du comité directeur du mouvement de Résistance Défense de la France, conservées aux Archives nationales, j'ai retrouvé deux cartes qui lui avaient été remises par un pilote anglais hébergé au maquis de Seine-et-Oise Nord.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Le sauvetage des aviateurs en France sous l'Occupation

- La Résistance revisitée à l'aune de l'aide aux soldats et aviateurs alliés p. I à V
Par Claire Andrieu, professeure émérite à Science-Po
- Les Morin, une famille de *helpers* au cœur de Paris p. VI
Par Hélène Staes
- Les photographies d'aviateurs prises par les *helpers* : une promesse de survie ? p. VII
Par Frantz Malassis
- Odile de Vasselot, convoyeuse de la ligne Comète p. VIII
Entretien avec Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance..... p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI p. 5
- Activités du département documentation et publications p. 8
- À lire p. 6

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis.
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeurs : Claire Andrieu, Jean Novosseloff.
Fichier des abonnés : Marie-Christine Vignon.

Maquette et impression : humancom -
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 107 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal : décembre 2021

La période singulière que nous traversons avec la pandémie de la Covid-19 nous a contraints à modifier durablement nos habitudes de travail pour nous adapter à l'importance prise par les activités en ligne. Toute l'équipe de la Fondation de la Résistance a su faire face à cette situation nouvelle en diversifiant nos offres de contenus sur supports numériques accessibles depuis le site internet de la Fondation, le musée de la Résistance en ligne et sur notre chaîne YouTube. Aujourd'hui, nous mesurons les résultats très positifs de tous ces efforts.

Ainsi, le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), dont nous célébrons cette année le soixantième anniversaire, n'a pas cessé de mobiliser élèves et enseignants malgré le contexte sanitaire. Pour s'adapter à cette situation

inédite, le thème du CNRD 2019-2020 : « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister » a été prolongé d'une année par le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer. Les statistiques reçues dernièrement affichent une participation de plus de 34 000 élèves. Que ce soient les ministères de l'Éducation nationale et des Armées, les musées, les centres d'archives, les associations, les fondations et bien sûr les enseignants, sans lesquels rien ne serait possible, tous ensemble par notre engagement redoublé nous avons permis à cette édition 2019-2021 de se maintenir à un niveau de participation appréciable.

Par ailleurs, l'exposition itinérante « Les femmes dans la Résistance » que nous mettons gratuitement à la disposition des établissements scolaires et culturels connaît un véritable succès. Elle est l'occasion de faire découvrir au grand public cette résistance au féminin insuffisamment reconnue, alors que le rôle des femmes a sans doute été aussi important que celui des hommes, que les dangers encourus ont été exactement les mêmes et que le prix humain payé, dans les prisons de la Gestapo ou de la police de Vichy, à Ravensbrück et ailleurs, a été considérable. Cette exposition, tout comme celle consacrée à la médaille de la Résistance française, nous permet de développer nos actions en province dans le prolongement de celles déjà engagées tant dans le domaine pédagogique que dans le domaine scientifique, avec l'organisation de colloques en région et la participation de la Fondation aux comités scientifiques de nombreux musées de la Résistance.

Enfin, je tiens tout particulièrement à saluer la mémoire de notre vice-président, René Joffrès qui vient de nous quitter après avoir tant œuvré au sein de notre Fondation. Résistant héroïque au sein d'un réseau d'évasion avant de rejoindre les Forces Françaises libres, René Joffrès a joué un rôle majeur dans l'intégration de la Confédération nationale des Combattants volontaires de la Résistance à la Fondation de la Résistance en 2005. Devenu vice-président, René Joffrès était également le président du Comité d'animation et de suivi qui permettait aux associations membres de faire des propositions sur les orientations de notre Fondation.

La disparition inexorable des acteurs de cette période, symbolisée le 11 novembre 2021 par le transfert dans la crypte du mémorial de la France combattante au Mont-Valérien du corps d'Hubert Germain, dernier compagnon de la Libération, nous rappelle avec force le rôle que nous ont assigné nos fondateurs. En plus de perpétuer l'histoire et la mémoire de la Résistance, ils souhaitent que les valeurs pour lesquelles ils s'étaient battus leur survivent et inspirent les générations de futurs citoyens. ●

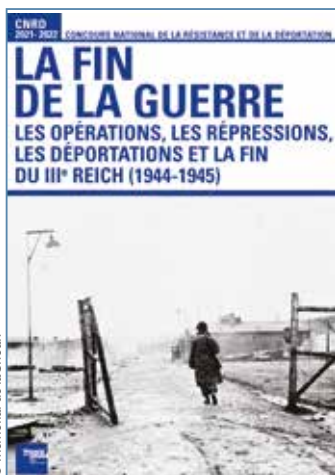
A une époque où les discours de réhabilitation du régime de Vichy ou de négation des persécutions nazies tendent à se libérer, il est plus important que jamais de défendre le véritable historique comme les valeurs de la Résistance. Recevez, je vous prie, mes vœux très chaleureux pour l'année 2022.



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

Activités du département recherche et pédagogie



© mémorial de la Shoah

Concours national de la Résistance et de la Déportation

Bilan de la session 2019-2021

Le palmarès national du CNRD 2019-2021 sur le thème « 1940. Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister » a été établi par le collège national des correcteurs présidé par l'inspecteur général Tristan Lecoq. Il a été édité et mis en ligne par le ministère de l'Éducation nationale en octobre 2021 et relayé sur le site de la Fondation de la Résistance⁽¹⁾. La Fondation de la Résistance qui siège au jury national des correcteurs a participé aux travaux de corrections. Cette session a rassemblé 34 342 élèves issus de 1 435 établissements scolaires.

Session 2021-2022 : thème, ressources et médiation

La brochure pédagogique nationale de la session 2021-2022 sur le thème « La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du III^e Reich (1944-1945) » a été coordonnée par le mémorial de la Shoah sous la direction de l'inspecteur général Tristan Lecoq. Exceptionnellement, elle n'a pas été envoyée aux établissements scolaires en quatre exemplaires. Elle peut cependant être demandée en version papier au mémorial de la Shoah. Elle est aussi consultable en version numérique sur le Musée de la Résistance en ligne⁽²⁾. Cette version peut être téléchargée et imprimée. L'équipe de la Fondation de la Résistance, qui a été mise à contribution dans la réalisation de cette brochure, est mobilisée pour présenter le thème et les ressources. Hélène Staes a rencontré des élèves du collège Eugène Delacroix à Roissy-en-Brie le 14 octobre, et a présenté les ressources proposées par la Fondation à l'invitation de Stéphane Vrevin, délégué académique à la mémoire, à l'histoire et à la citoyenneté de l'académie de Paris au musée de la Libération de Paris-musée du général Leclerc-musée Jean Moulin le 20 octobre. Fabrice Grenard s'est déplacé le 17 novembre au musée de la Résistance et de la Déportation de Bourges à la rencontre des enseignants. ●

(1) https://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/annee-2020-2021_palmares31.htm

(2) À consulter sur le Musée de la Résistance en ligne à la rubrique « Espace pédagogique/CNRD ».

HS

La Fondation aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois



Photo Laurent Thierry

Comme chaque année, la Fondation a participé aux traditionnels Rendez-vous de l'Histoire de Blois qui se sont déroulés du 7 au 10 octobre 2021 sur le thème du « Travail ». Pendant toute la durée du festival, l'équipe de la Fondation a pu présenter sur son stand ses différentes activités et ses dernières publications.

La Fondation de la Résistance a également organisé ou participé à plusieurs tables rondes. La carte blanche de la Fondation, co-organisée cette année avec l'Union des associations de mémoire des camps nazis, avait pour thème « Le travail dans les camps de concentration nazis ». Elle a été particulièrement suivie puisque l'Amphi de l'INSA où elle se déroulait affichait complet. La Fondation a également organisé en partenariat avec l'INA un atelier pédagogique consacré à la question du service du travail obligatoire (« Le STO, enjeu de bataille de la propagande entre le régime de Vichy et la Résistance »). Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, et Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques, sont aussi intervenus au cours du festival dans différentes tables rondes proposées par des institutions partenaires. ●

FG



Photo Franz Malassis

Remise du prix Philippe Viannay au palais du Luxembourg

Créé en 1991 par l'association Défense de la France, décerné depuis la dissolution de l'association en 2006 par la Fondation de la Résistance, le prix Philippe Viannay-Défense de la France récompense chaque année un ouvrage récent ou un manuscrit inédit consacré à la Résistance au nazisme en France ou en Europe.

Le jury désormais présidé par Dominique Veillon a décidé de récompenser pour la session 2021 deux lauréates. Claire Andrieu tout d'abord, pour son ouvrage *Tombés du ciel. Le sort des pilotes abattus en Europe, 1939-1945* publié aux éditions Tallandier qui interroge le comportement des civils à l'égard des pilotes tombés au sol dans trois pays : la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Ce travail constitue un tournant historiographique majeur en revisitant totalement la place des civils dans la guerre et l'ancrage social de la Résistance en France. Tiphaine Catalan ensuite, pour sa thèse inédite consacrée aux Espagnol.e.s dans la Résistance en Limousin, soutenue à l'université Paris VIII. Ce travail comble un sujet encore trop mal connu, le rôle joué au sein de la Résistance par les Espagnol.e.s réfugié.e.s en France pour fuir la guerre civile et le franquisme, tout en nuancant de nombreuses idées reçues à leur égard et en insistant bien sur la diversité de leurs trajectoires et de leurs formes d'engagement.

La remise du prix Philippe Viannay-Défense de la France s'est déroulée le mardi 9 novembre 2021 au palais du Luxembourg, dans la salle René Coty, en présence d'une nombreuse assistance.

Comme la cérémonie 2020 n'avait pu se tenir du fait des circonstances sanitaires, le jury a également décerné son prix à la lauréate de l'année dernière, Paula Schwartz, pour son ouvrage *Today Sardines Are Not for Sale. A Street Protest in Occupied Paris* (Oxford university press, 2019) qui constitue une étude remarquablement détaillée de la « manifestation de ménagère » organisée à l'initiative du parti communiste rue de Buci le 31 mai 1942. ●

FG

LA LETTRE

LE SAUVETAGE DES AVIATEURS EN FRANCE SOUS L'OCCUPATION

Dans son dernier ouvrage, qui a reçu le prix Philippe Viannay-Défense de la France décerné par la Fondation de la Résistance, Claire Andrieu propose une étude approfondie de l'attitude des civils à l'égard des aviateurs abattus dans plusieurs pays d'Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale. Son travail permet de développer de nouvelles approches de la guerre en ré-interrogeant la question de l'engagement des civils dans le conflit et en sortant des cloisonnements habituels entre civils et militaires, combattants réguliers et irréguliers, le front et l'arrière. Il offre surtout dans le cas de la France une vision nouvelle de la Résistance et de sa dimension sociale comme nous le montre l'auteure dans ce dossier de synthèse qui permet de présenter les principaux apports de son livre.

La Résistance revisitée à l'aune de l'aide aux soldats et aviateurs alliés

Par Claire Andrieu, professeure émérite à Science-Po

Écrire une histoire comparative des comportements des civils à l'égard des aviateurs alliés

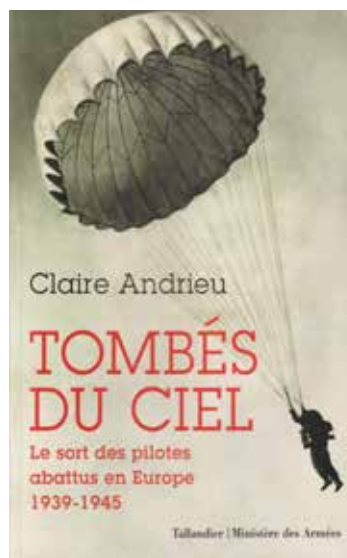
Des sources d'exceptionnelle qualité

Jusqu'à la parution, cette année, de *Tombés du ciel. Le sort des pilotes abattus en Europe, 1939-1945*⁽¹⁾, les ouvrages qui traitaient de l'aide aux soldats et aviateurs alliés en France occupée le faisaient à une échelle régionale ou à travers l'histoire de réseaux d'évasion. Des témoignages s'ajoutaient à cette bibliographie⁽²⁾. Mais *Tombés du ciel* se place à la fois à l'échelle nationale et au niveau des individus, en amont de toute organisation. Ce livre réunit la multitude des actions locales accomplies et montre qu'elles ont construit un mouvement social d'ampleur nationale. *Tombés du ciel* place en outre la focale à la naissance de l'acte résistant, lorsque le civil, homme ou femme, se trouve confronté à l'arrivée inopinée d'un soldat ou d'un aviateur demandant aide et protection. Vue d'en bas, à sa source même, l'histoire de la Résistance prend une coloration particulière.

L'intérêt du livre réside également dans son caractère comparatif, puisque l'étude embrasse aussi bien le périple des Alliés en Europe occupée que leur réception dans l'Allemagne nazie, et autant l'accueil des hommes de la *Luftwaffe* dans la France de mai-juin 1940 que dans le Royaume-Uni à partir de juillet. La comparaison permet de mettre en lumière les ressorts principaux de l'action : le régime politique en vigueur, la culture politique et la mémoire collective. Selon que ces paramètres entrent en phase, se combattent ou se neutralisent, les comportements de la population varient. Il se trouve que ces comportements présentent une grande uniformité à l'échelle de chaque nation en guerre, et de grands contrastes d'un pays à l'autre. Dans ces pages nous centrerons l'analyse sur la France occupée mais en incluant les apports de la comparaison.

L'histoire de la Résistance souffre d'un défaut d'archives. Alors que le régime de Vichy a produit, comme tout État, des kilomètres d'archives, la Résistance intérieure n'offre que des bribes et des morceaux. Il faut reconstituer son histoire sur ces bases étroites, en y joignant les témoignages livrés postérieurement aux événements. Côté britannique et américain, l'étude de l'aide aux Alliés repose au contraire sur des archives sérieelles et constituées dès l'époque. Ce sont les *debriefings* des quelque 4 000 soldats et aviateurs qui ont réussi à s'extraire de l'ouest du continent et à rejoindre Londres entre 1940 et 1945. Aussitôt interrogés à leur arrivée par le *Military Intelligence 9* britannique (MI9) ou le *Military Intelligence Service-X* américain (MIS-X), ces hommes ont livré un récit détaillé de leurs aventures, avec, notamment des informations sur les *helpers*, ceux qui les avaient aidés. Le terme de *helper* n'est pas traduisible en français, car le double sens du mot « aide » selon qu'il est au féminin ou au masculin rend son usage incommode, et parce que le substantif « aidant » est maintenant pourvu d'un sens précis.

C'est munis de ces listes de *helpers* que les Britanniques se sont installés dans un Paris libéré, dès octobre 1944. Aidés des Américains et des Français, ils ont recherché ces hommes et ces femmes pour les reconnaître, les honorer, et aussi pour les indemniser des dépenses de l'aide, ou encore pour compenser les souffrances et les deuils causés par la répression.



Outre l'usage du fichier d'origine, les Alliés ont mené une enquête systématique en s'appuyant sur les préfectures et sur des appels à se manifester parus dans la presse locale.

De même que les *debriefings*, les listes de *helpers* et leurs dossiers individuels se trouvent dans les archives britanniques et américaines.

L'aide aux Alliés : un phénomène européen

L'aide est un trait commun des pays occupés. Après la guerre, entre 1944 et 1947, les Alliés ont recensé quelque 150 000 *helpers* en Europe, de la Norvège à l'Italie, et de la

France à la Pologne. La densité de *helpers* par pays résulte de plusieurs paramètres comme le nombre de soldats alliés bloqués dans le pays, la situation de la région sous ou à l'écart de la trajectoire des avions de bombardement, ou encore la situation du pays sur la route ou non de la sortie du continent. Pour ces raisons, la Belgique, la France et l'Italie (où des dizaines de milliers de soldats britanniques se sont enfuis des camps de prisonniers au moment de l'arrivée des Allemands en septembre 1943), sont probablement les pays les plus « aidants » parmi les pays occupés.

L'aide aux Alliés montre le rejet européen de l'occupant et le maintien d'une culture politique internationale. Le plébiscite pro-allié que révèle la carte des *helpers* ne fait pas de doute. Même la Hongrie, alliée de l'Allemagne et présentant des cas de lynchage d'aviateurs tombés, a recelé d'assez nombreux *helpers*. En revanche, mises à part quelques exceptions, le Grand Reich est resté sans *helper*. Ce pays s'est au contraire signalé par de nombreux lynchages d'aviateurs dans les rues et dans les champs.

SOMMAIRE

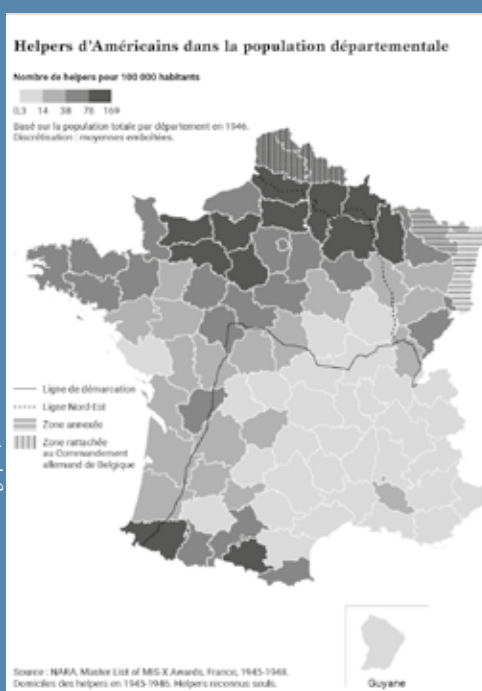
- La Résistance revisitée à l'aune de l'aide aux soldats et aviateurs alliés p. I à V
Par Claire Andrieu, professeure émérite à Science-Po
- Les Morin, une famille de *helpers* au cœur de Paris p. VI
Par Hélène Staes
- Les photographies d'aviateurs prises par les *helpers* : une promesse de survie ? p. VII
Par Frantz Malassis
- Odile de Vasselot, convoyeuse de la ligne Comète p. VIII
Entretien avec Frantz Malassis



▲ Carte des localités traversées par les escapers et les evaders (1940-1945).

Les escapers se sont évadés de leur camp de prisonniers ; les evaders s'exfiltrèrent d'Europe occupée sans avoir été faits prisonniers.

Source : The National Archives, WO208, 3297-3327.



▲ Carte des helpers d'Américains dans la population départementale.

NB : cette carte ne montre que les helpers d'Américains. Si l'on ajoute les helpers de Britanniques, les départements du Nord et du Pas-de-Calais prennent la tête du classement.

Source : NARA, Master List of MIS-X Awards, France 1945-1948. Domiciles des helpers en 1945-1948. Helpers reconnus seuls.

Les helpers de France, un indicateur de popularité de la Résistance

Ensemble, les Britanniques et les Américains ont reconnu quelque 34 000 helpers en France. Le titre de helper n'était pas accordé systématiquement. Il fallait avoir aidé substantiellement au moins un fugitif. Avoir offert un sandwich ne suffisait pas. Il fallait aussi avoir eu une conduite dépourvue d'ambiguïté sous l'Occupation. Quelques collaborateurs ont ainsi été écartés du titre.

Que signifie le nombre de 34 000 ? Est-ce peu, est-ce beaucoup ? Dans les manuels d'évasion imprimés à l'intention des « officiers d'évasion » (*Escape & Evasion Officers*) chargés d'instruire les équipages, il était dit qu'en France, les chances d'être aidé par la population étaient de 90 %. La géographie aussi atteste la généralité de l'aide. Les départements à forte densité de helpers sont situés sous les trajets des avions, au nord d'une ligne allant de Nantes à Genève, ainsi que sur les lieux de passage difficiles, notamment les montagnes du Jura et surtout des Pyrénées.

On peut aussi poser la question du nombre de manière plus arithmétique. Le nombre des résistants revient souvent dans les débats historiographiques. Avec quelque 325 000 résistants reconnus (addition des combattants volontaires de la Résistance—CVR—, des membres des Forces françaises libres, des helpers non CVR et des Justes), on réunit 1 % de la population de plus de 15 ans. Que faire de ce pourcentage ? On compare parfois l'engagement dans la Résistance avec l'engagement dans la Milice (30 000 personnes), la Waffen SS (9 000), ou la constellation des quelque 20 000 « hommes de confiance » (*Vetrauensmänner*, ou VM) des services allemands, soit près de 60 000 traîtres actifs. Une autre méthode consisterait à prendre globalement les 130 000 Français jugés pour collaboration active

après la Libération. L'image parfois avancée de deux minorités, résistante et collaborationniste, se faisant symétrie, n'est donc pas juste arithmétiquement. Surtout, cette comparaison oublie deux éléments décisifs. D'une part, la collaboration avec l'occupant était impopulaire, tandis que la Résistance avait dans l'ensemble le soutien de la population. D'autre part, que l'engagement résistant, coûteux et risqué, ait réuni plus de volontaires que l'engagement opposé, qui était pourtant rémunérateur et adossé aux puissants, est un signe de l'enracinement résistant dans la population.

L'aide aux Alliés, une histoire de femmes

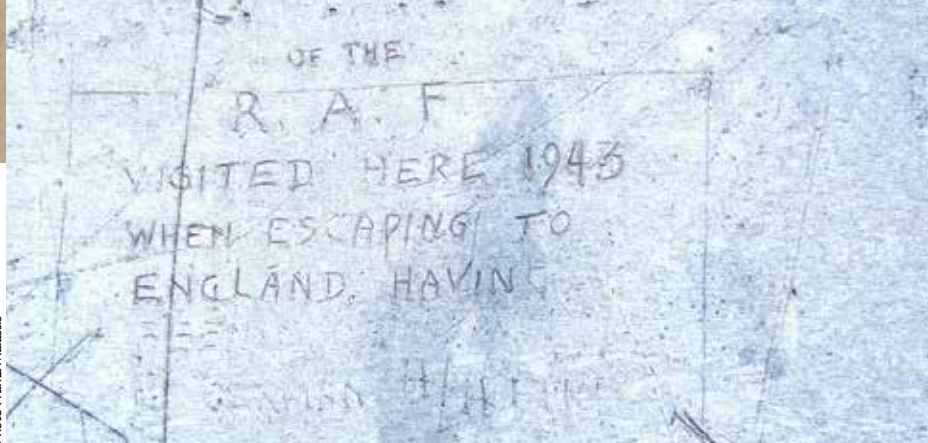
Après la guerre, les Alliés ont reconnu 30 % de femmes parmi les helpers. Ce pourcentage est supérieur à la place qu'elles tiennent parmi les médaillé.e.s de la Résistance (9 %) ou les Combattant.e.s Volontaires de la Résistance (12 %). Les Anglais et les Américains étaient-ils donc moins misogynes que les Français, ou l'activité de l'aide était-elle tellement féminisée qu'il était difficile de l'ignorer ? C'est plutôt cette seconde hypothèse qui semble se vérifier. Comme les soldats et aviateurs arrivaient ou tombaient à l'improviste, leur premier contact avec la population se portait indifféremment sur des hommes ou des femmes. Ensuite, c'étaient les femmes qui assuraient le gîte et le couvert, quelquefois pendant des mois avant que le ou les fugitifs ne puissent être convoyés vers l'Espagne ou la Bretagne. Et là encore, ce sont souvent des femmes, jugées moins facilement soupçonnables, qui accompagnaient les Alliés. Au total, si l'on avait fait abstraction des conventions sociales dans le processus de reconnaissance, un pourcentage de 50 % de femmes parmi les helpers ne paraîtrait pas surestimé.

La photographie désormais célèbre des trois femmes de la famille Fillerin, la mère et ses deux filles, illustre bien la part des femmes dans l'aide



▲ Trois aviateurs britanniques rescapés d'un atterrissage forcé dans le Pas-de-Calais posent clandestinement avec leurs hébergeuses de la famille Fillerin, automne 1942.

Ces aviateurs de la Royal Air Force appartiennent à l'équipage d'un bombardier Wellington contraint à un atterrissage forcé le 17 septembre 1942 à Alquines, près de Lumbres (Pas-de-Calais). Ils posent devant la maison de la famille Fillerin, à Renty, en compagnie de plusieurs femmes de cette famille qui se consacre au sauvetage des aviateurs au sein du réseau Pat O'Leary. L'avis de recherche de la *Kreiskommandantur* de Saint-Omer a été affiché sur la porte pour apparaître à l'image. Les trois Britanniques tiennent à l'emporter avec eux comme souvenir pendant leur voyage vers la zone Sud, puis vers l'Angleterre qu'ils atteignent sains et saufs.



▲ Les graffiti de l'Hôtel national des Invalides.

La famille Morin qui vivait dans l'Hôtel national des Invalides a hébergé plusieurs aviateurs alliés. Ces aviateurs étaient emmenés en cachette dans les combles et sur les toits de l'église Saint-Louis des Invalides pour suivre la messe, profiter de la vue de Paris et se détendre un peu. Lors d'une de ses visites Tony Trusty a laissé une trace de son passage sur le plomb du dôme de l'église à l'aide d'un canif.

aux Alliés. On les voit souriantes, en septembre 1942, aux côtés de trois aviateurs britanniques recueillis à la ferme, à Renty dans le Pas-de-Calais. La photographie est prise par le père, Norbert Fillerin, et Gabriel, le jeune fils de 14 ans est là aussi. Chacun des cinq a été reconnu comme *helper* après la guerre. Au moins 37 Alliés ont été cachés dans leur ferme de 1940 à 1944, pour des durées pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Quand le père fut arrêté en mars 1943, la mère le remplaça. Quand la mère fut arrêtée à son tour, en janvier 1944, les filles, aidées de la grand-mère et du jeune frère poursuivirent l'activité.

Dans cette résistance d'aide, où la fourniture d'un toit, de nourriture et de vêtements civils, joue un rôle déterminant, les femmes se trouvent directement interpellées dans leur rôle social de gardiennes du foyer. Les femmes célibataires s'engagent tout autant que les femmes mariées. En juillet 1940, à Veules-les-Roses, au bord de la Manche, Marcelle Bochet, une célibataire gérant la pension de famille dite « La Pomponnette » a ainsi recueilli sept soldats britanniques qui n'avaient pu rembarquer. De l'été 1940 jusqu'au mois de février 1941, elle les a entretenus à ses frais et grâce à la solidarité d'une fermière voisine, d'une institutrice de Fécamp et d'une quincailière de Paris originaire du lieu. Le coiffeur qui venait périodiquement couper les cheveux des Britanniques était le seul homme du groupe. À Honfleur et sans doute en beaucoup d'autres endroits, on note une histoire similaire. Huit soldats ont trouvé refuge auprès de la propriétaire d'une résidence secondaire, une femme mariée et mère de famille. Mais le mari s'opposant à leur présence, ils furent répartis entre quelques fermes voisines et le manoir d'une artiste, veuve, vivant seule avec une douzaine de gros chiens. Au mois de janvier 1941, c'est la femme mariée qui trouva le moyen d'emmener les huit hommes vers l'Espagne et la liberté.

Naturellement, l'aide aux Alliés est une activité qui a engagé les hommes tout autant que les femmes. On ne s'étonne pas, toujours en raison des rapports de genre de l'époque, de retrouver des hommes à la tête des réseaux d'évasion. C'est pourtant le secteur d'activité de la Résistance où la direction féminine d'une organisation est la moins rare. Sur les trente-six réseaux d'évasion reconnus, quatre ont été dirigés par des femmes : Comète,

Françoise, Marie-France et Marie-Odile. Cette modeste proportion est supérieure à celle que l'on rencontre dans les réseaux de renseignements (cinq sur soixante-dix), et infiniment plus importante que celle des mouvements de Résistance, dont aucun n'a laissé de femme à sa tête.

Le cycle des réseaux : naissance, destruction, renaissance

Depuis les années 1950, la sociologie a beaucoup réfléchi sur la notion de réseau. L'analyse de ces chaînes d'interaction sociale qui se développent en tous domaines a pris l'allure d'une sous-discipline dénommée « l'analyse des réseaux ». Mais la question de la genèse des réseaux reste peu explorée. Elle intéresse plus la discipline historique.

Comment naît un réseau ? Reprenons le cas de la famille Fillerin, dans le Pas-de-Calais. En novembre 1940, elle accueille deux soldats britanniques qui vivaient cachés depuis le mois de juin chez des fermiers des environs. Norbert, le père, décide de partir avec eux vers la zone Sud pour leur trouver une porte de sortie vers l'Angleterre. Le curé de Renty fabrique les faux papiers. Le 28 novembre, Norbert et les deux hommes partent à l'aveuglette.

Ils réussissent à passer la première ligne de démarcation, celle de la Somme. Ils font ensuite escale dans un café parisien dont Norbert connaît le propriétaire, un natif de Renty. Le 16 décembre, ils sont à Tours. Ils passent la ligne de démarcation à Loches, sans doute conseillés par des habitants du lieu. Sur la foi du bouche-à-oreille, ils se présentent ensuite au consulat américain de Lyon. Le consul prend en charge les Britanniques, qui atteindront l'Angleterre en avril et mai 1941. Un agent britannique présent au consulat offre alors à Norbert de poursuivre l'évacuation des Britanniques en le finançant et en lui donnant l'adresse d'un refuge pour soldats britanniques en fuite, à Marseille : la Mission du Marin, gérée par un pasteur écossais. Le réseau naît à ce moment, quand une jonction est assurée entre Renty et Marseille. Le financement de l'hébergement et du transport, qui était jusque-là fourni par les volontaires, est désormais soutenu par les Britanniques, et le voyage, parti au hasard en novembre, dispose d'une destination définie.

À ce stade, l'entreprise, qui n'est plus individuelle, n'a pas de nom. C'est un simple segment actif. Mais depuis Marseille, un officier qui s'est lui-même échappé de la zone occupée, Ian Garrow, s'efforce de bâtir un réseau d'évasion pour ses compatriotes. Le segment Fillerin se trouve bientôt intégré dans cet ensemble qui n'a pas de nom non plus. Son financement repose sur le consulat américain de Marseille et sur les dons de volontaires marseillais. Mais Garrow est arrêté par la police de Vichy en octobre 1941. Pat O'Leary, cette fois envoyé et financé par le MI9, lui succède. Le réseau Pat s'étend sur toute la France, jusqu'à sa destruction en mars 1943 du fait de la répression allemande. Mais son segment toulousain survit et s'étend, dirigé par une femme, dite Françoise. Par ailleurs, à la base, l'activité de récupération des Alliés ne cesse pas. La famille Fillerin remet ses « colis » à d'autres réseaux. L'activité d'aide se poursuit.

Depuis Londres, le MI9 britannique et le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) français veillent. Le BCRA a mis sur pied plusieurs



Coll. Jean-Pierre et Jocelyne Husson

▲ La famille Mondet et des aviateurs alliés pris en charge par le réseau Possum posent devant leur domicile à Reims (Marne).

AVIS

Toute personne du sexe masculin qui aiderait, directement ou indirectement, les équipages d'avions ennemis descendus en parachute, ou ayant fait un atterrissage forcé, favoriserait leur fuite, les cacherait ou leur viendrait en aide de quelque façon que ce soit, sera fusillé sur le champ.

Les femmes qui se rendraient coupables du même délit seront envoyées dans des camps de concentration situés en Allemagne.

Les personnes qui s'empareront d'équipages contrainits à atterrir, ou de parachutistes, ou qui auront contribué, par leur attitude, à leur capture, recevront une prime pouvant aller jusqu'à 10.000 francs. Dans certains cas particuliers, cette récompense sera encore augmentée.

Paris, le 22 septembre 1941.

Le Militärbefehlshaber in France
Signé : von STÜLPNAGEL
Général d'Infanterie.

© Archives nationales (France), 724796

▲ Avis en français du 22 septembre 1941 signé de von Stülpnagel, Militärbefehlshaber en France.

Par voie d'affiche l'occupant allemand informe les Français du risque encouru pour toute aide à des équipages d'avions alliés : les hommes sont fusillés sur-le-champ, les femmes sont déportées en Allemagne.

réseaux d'évasion d'aviateurs, dont Bourgogne et Bordeaux-Loupiac, qui deviennent opérationnels au début de 1943. Le MI9 crée Oaktree au même moment. Oaktree est détruit dès le mois de juin, Bordeaux-Loupiac en octobre. Bourgogne reprend les morceaux de Bordeaux-Loupiac, et le MI9 crée en novembre Shelburn sur les restes d'Oaktree. Au total, les réseaux

Oaktree, Shelburn et Bourgogne ont réussi à évacuer quelque 400 aviateurs. Mais les réseaux dépendent essentiellement des *helpers* résidant sur le terrain. Sans ces volontaires, et notamment sans les *helpers* qui récupéraient les aviateurs après leur chute, et souvent en toute hâte avant que les Allemands ne les arrêtent, les réseaux n'auraient pas eu de « colis » à transporter.

La brutalité de la répression

Pour être pacifique et domestique, l'aide aux Alliés n'en était pas moins un acte de guerre. Pour les Allemands, la protection (littéralement la « faveur ») accordée à l'ennemi (*Feindbegünstigung*) ou le recel d'élément d'une armée ennemie (*Verbergens von Angehörigen einer feindlichen Wehrmacht*) méritaient la mort. Les Français en étaient informés par voie d'affiches. Dès le mois d'août 1940, les préfetures ont dû imprimer à leurs frais des affiches de ce type.

Avec le développement de l'aide, la répression s'est renforcée. Les pénalités se sont diversifiées (la mort, la déportation) et la dénonciation encouragée par le biais de primes (10 000 francs⁽³⁾ en 1941). En 1944, le gouvernement de Vichy renchérit. Le secrétaire général au Maintien de l'Ordre, Joseph Darnand, doubla le montant de la prime. Le nombre de *helpers* morts du fait de la répression n'est pas connu. On estime à 13 % la proportion de *helpers* qui ont été déportés. Si l'on évalue à 50 % le taux de retour de déportation, plus de 2 000 *helpers* sont morts en Allemagne. À ceux-là s'ajoutent les fusillés, en nombre inconnu.

La très grande majorité des déportés l'ont été sans procès, mais au début, en 1941-1942, l'occupant a organisé des procès et orchestré leur publicité à des fins dissuasives. Le procès dit des « trente Bretons » en est un bon exemple. En juillet 1942, 28 habitants de Bretagne, dont 13 femmes, ont été jugés pour recel d'éléments d'une armée ennemie. Parmi eux, les trois femmes qui avaient recueilli trois aviateurs ayant amerri de nuit dans la baie de Saint-Michel-en-Grève, le 29 septembre 1941, dans les Côtes-du-Nord. Elles les avaient cachés pendant les heures et les jours de plus grand danger, lorsque les Allemands ratissaient le voisinage à la recherche des Britanniques tombés. Toutes trois ont été déportées à Ravensbrück. Seule Anne Leduc est revenue. Alexandrine Tilly, une physiothérapeute qui avait transporté en voiture les aviateurs vers un autre lieu d'hébergement, et Marie de Saint-Laurent, une mère de dix enfants qui avait caché les aviateurs dans son manoir, sont mortes en camp de concentration. Au total, compte tenu des exécutions et des morts en camp, de ce procès de 28 hommes et femmes dont certains étaient aussi accusés d'espionnage pour avoir renseigné l'*Intelligence Service*, seules 17 personnes ont survécu en 1945, dont 5 marqués à vie par la déportation.

Une mémoire locale mais non nationale

La mémoire de ce pan de la Résistance qu'a constitué l'aide aux soldats et aviateurs alliés n'a pas atteint le niveau national. Aucun ouvrage jusqu'à présent, aucune manifestation nationale n'a célébré cette part de la Résistance. Son cas illustre la fragilité

Lieut. M.H.G. Wilson
Royal Artillery
17th HAST, PRESTON RD.
YEOVIL, SOMERSET.
le 28 jan. 46.

Chère Mme d'Hallendre,
Je suis le recevoir votre gentille
lettre qui m'a donné à la fois
une grande joie et une profonde
tristesse.
Je me souviens très bien de
vous Mlle Wilson, de Monsieur
d'Hallendre (ami)

d'Edgard, et de Monsieur votre
ami qui m'a donné les chemins
à reconnaître.
Depuis que je suis parti
Angleterre j'ai écrit à
un grand nombre de braves gens qui
ont porté aide en 1941.
Je n'ai honte de dire que
je ne pourrais pas rappeler
tous les noms. Mais quand
je pense à vous, j'ai déjà en les
nouvelles de M. Ployart
un camarade à Paris.



Musée de la Résistance, Bondou, numéro d'inventaire 2017.1.39

Photographie de l'aviateur britannique Maurice Wilson aidé par la famille ▲ d'Hallendre et Valentine Ployart.

◀ Lettre de Maurice Wilson à Lucienne d'Hallendre envoyée le 28 janvier 1946.

Des liens indéfectibles vont unir des aviateurs et des familles qui les ont hébergés. Sitôt la guerre terminée, ils échangeront des courriers pour donner de leurs nouvelles. Des familles de *helpers* recevront la visite de leurs protégés et seront reçues par la suite en Angleterre et aux États-Unis.





The President OF THE UNITED STATES OF AMERICA has directed me to express to CHRISTIANE LEFEBVRE

the gratitude and appreciation of the
American people for gallant service
in assisting the escape of Allied
soldiers from the enemy

Dwight D. Eisenhower

General of the Army

Commanding General of the United States Forces in Europe

Le 18 janvier 1947
à Paris, Christiane
Le Febvre reçoit la
Medal of freedom
américaine pour
« services exceptionnels
rendus à la cause alliée
pendant la Seconde
Guerre mondiale ».

Après avoir participé à la
distribution de tracts, de journaux
clandestins dans la région
de Rambouillet, début 1944,
Christiane Le Febvre cache
deux sapeurs-pompiers de Paris
recherchés par la Gestapo.
Devenue membre du réseau

Comète, du 9 juin 1944 à la libération de Rambouillet le 18 août, elle héberge
trois aviateurs anglais et cinq aviateurs américains.

Pour son courage, elle reçoit également la croix de guerre 1939-1945
et un diplôme de reconnaissance du général Dwight Eisenhower.



Marie Urban-Le Febvre

de la thèse – désormais assez bien déconstruite –
du « résistancialisme ». Non seulement la mémoire
collective n'a pas amplifié le phénomène, mais elle
l'a simplement évacué. On pourrait objecter à cela
l'immense succès d'un film, *La grande vadrouille*, sorti
en 1966 et longtemps resté le film le plus vu de
France. Même en 2020, lors du premier dimanche
de confinement contre la Covid, son passage à la
télévision a battu des records d'audience. Mais la
popularité du film tient au talent des acteurs et à
celui de l'équipe de réalisation. Elle repose aussi,
sans doute, sur un passé connu dans les familles,
mais *La grande vadrouille* n'a pas été reçu comme
un film historique ⁽⁴⁾.

En revanche, la mémoire locale de ces
engagements résistants est vive. L'hébergement
clandestin de ces jeunes hommes en faisait
comme des membres de la famille, cause de soucis
(la vêtue, la nourriture, les risques encourus) et
de joie (la joie d'aider ces messagers de la liberté
et de participer tant soit peu à la libération de la
France). Adressés aux autorités alliées, les courriers
de *helpers* postérieurs à la guerre témoignent de
ce lien affectif envers les aidés. Aujourd'hui, des
associations mènent une vie active dans ce domaine,
soit en recherchant les *helpers* et les aviateurs ou
leurs descendants, soit en chassant les traces des
crashes d'avions dans leur secteur. On les trouve
facilement sur internet. Par exemple, l'Association

Stèle de la plage Bonaparte à Plouha (Côtes d'Armor). ▶

Par l'anse Cochat, connue sous le nom
de code « Bonaparte », 135 aviateurs alliés
et 15 agents rejoignent l'Angleterre entre
le 28 janvier et le 24 juillet 1944
au moyen de huit opérations.



des sauveteurs d'aviateurs alliés (ASAA), Somme
Aviation 39-45, Crashes 39-45.

L'inconvénient d'internet est de diffuser le faux
aussi facilement que le vrai. En la matière, une mise
en scène des *Propaganda Kompanien*, véritable
fake news avant la lettre, est accessible en ligne.
Des photographies en sont présentées sur le
site même des Archives nationales allemandes
(Bundesarchiv), sans avertissement au lecteur.
En juin 1944, l'état-major allemand a monté un faux
lynchage d'aviateurs alliés à Paris, en organisant un
défilé de prisonniers de guerre anglais et américains
et en donnant instruction à des membres du Parti
populaire français (PPF) et de l'administration de
la Légion des volontaires français (LVF) de venir
conspuer les prisonniers. Cette fausse mémoire
d'un pan de l'histoire de France a une certaine
prégnance.

Au final, la mémoire et la culture de l'aide
apportée aux aviateurs alliés sont bien apparues
plus fortes que le pouvoir en place sous
l'Occupation. Cette activité enfreignait les ordres
des autorités, elle prolongeait la solidarité avec
les Alliés scellée durant la guerre précédente, et
elle s'enracinait dans la mémoire d'une guerre de
soixante-quinze ans avec l'Allemagne commencée
en 1870. En l'occurrence, l'occupant et le
gouvernement de Vichy sont restés impuissants à
étouffer le mouvement social. ■

(1) Paris, Éditions Tallandier/ministère des Armées,
2021, 499 p.

(2) Citons l'exemple du livre d'Odile de Vasselot,
Tombés du ciel. Histoire d'une ligne d'évasion, Paris,
Le Félin, coll. Résistance-Liberté-Mémoire, 2005, 341 p.

(3) Un ouvrier à l'époque gagne environ 1 000 francs.

(4) Contrairement au film de René Clément
Le jour et l'heure (1962) qui porte à l'écran le quotidien
de résistants agissant au sein d'un réseau d'évasion
d'aviateurs alliés.

Les Morin, une famille de *helpers* au cœur de Paris

Par Hélène Staes

Georges, Denise et Yvette Morin ont caché des aviateurs alliés dans l'Hôtel national des Invalides occupé par les Allemands à Paris. Ils ont pris ensemble des risques considérables qui les ont conduits tous trois en camps de concentration.

Georges Morin est né le 14 août 1898 à Paris dans le 14^e arrondissement. Engagé dans l'armée française en 1917 devant d'un an son incorporation, il revient du front grièvement blessé. Il consacre alors sa carrière professionnelle aux anciens combattants. Quand Paris est occupé par les Allemands en juin 1940, Georges Morin est sous-chef de bureau à l'Office national des mutilés combattants dans l'Hôtel national des Invalides, où il dispose d'un logement de fonction. Il y vit avec sa femme Denise Morin, née Bourinet, qui travaille comme surveillante aux Beaux-Arts, et leur fille Yvette Morin, née en 1921 à Paris, employée de banque au Crédit national. En novembre 1941, Gustave Salomon, grand mutilé de guerre qui sera déporté à Buchenwald pour faits de résistance, recrute Georges Morin pour organiser des filières d'évasion et de renseignement.

Cacher des aviateurs au nez et à la barbe des Allemands

La famille Morin, qui côtoie au quotidien les Allemands aux Invalides transformés en caserne (un stand de tir est installé dans les caves), s'engage dans diverses actions. Georges, qui choisit non sans malice le pseudonyme « Napoléon » en référence au tombeau de l'empereur de Napoléon I^{er} aux Invalides, Denise et Yvette (« Mickie ») font d'abord du renseignement et diffusent des journaux clandestins.

C'est à partir de juin 1943 qu'ils cachent et convoient plusieurs dizaines d'aviateurs alliés (anglais, américains, canadiens) dont les avions ont été abattus sur le sol français. Les *helpers* ont conscience qu'ils doivent agir vite et de manière très organisée pour permettre aux *evaders* de rejoindre l'Angleterre par la mer ou par les airs. La famille Morin s'y emploie pour le compte de réseaux d'évasion homologués après-guerre sous les noms de Turma-Vengeance, Darius, Shelburn ou Bourgoigne.

Les aviateurs alliés trouvent refuge dans les combles de la cathédrale Saint-Louis des Invalides d'où ils peuvent suivre l'office religieux par un orifice. Sur un des dômes extérieurs est inscrit un graffiti qui témoigne aussi de leur présence à l'air libre : « of the RAF visited here 1943 when escaping to England, having⁽¹⁾ » (**voir page III**). Des aviateurs, dont le pilote américain John H. Houghton caché onze jours aux Invalides, témoignent de l'excellent accueil des Morin qui ont dû habiller et nourrir des hommes dans la force de l'âge dans un Paris soumis à



▲ De gauche à droite, Georges Morin, Denise Morin et leur fille Yvette.

un rationnement drastique. Cette proximité a aussi des répercussions dans la vie intime. Yvette Morin aurait été proche de Joe Cornwall, un aviateur américain, qui a dû se résoudre à partir après avoir vécu pendant plusieurs mois aux Invalides contrevenant aux règles de sécurité⁽²⁾. Des photographies de la famille Morin aux côtés de Joe et d'autres aviateurs alliés sur le toit des Invalides témoignent de cette proximité et de la joie de la transgression. Agents P1, Georges et Denise Morin n'entrent pas dans la clandestinité, contrairement à Yvette qui devient agent P2 (pour reprendre les termes des dossiers d'homologation conservés au Service historique de la Défense⁽³⁾) en mars 1944 en qualité de secrétaire du dirigeant du réseau Darius, Joseph Delore.

La répression s'abat sur la famille Morin

Georges, Denise et Yvette Morin sont arrêtés le 5 juillet 1944 à leur domicile par la Gestapo comme de nombreux agents des réseaux Darius et Brutus. Internés à la prison de Fresnes le 5 juillet 1944, ils sont déportés tous les trois en Allemagne, sans avoir été jugés, dans le convoi du 15 août 1944 qui part de la gare de Pantin. Ce convoi, l'un des plus chargés qui part de France vers l'Allemagne, a la particularité de transporter quelques couples de résistants, mais aussi 168 aviateurs alliés déportés à Buchenwald et non pas dans un camp de prisonniers de guerre. Les hommes et les femmes sont séparés à leur entrée dans l'univers concentrationnaire.

Georges Morin entre dans le camp de Buchenwald le 20 août 1944 sous le matricule 77 549. Il est transféré comme plus de 750 autres déportés du convoi au camp de Dora le 3 septembre 1944⁽⁴⁾. Transféré au Kommando d'Ellrich-Juliushütte le 7 septembre 1944, il y décède le 23 décembre 1944.

Déportées à Ravensbrück, Denise Morin (matricule 57 616) et Yvette Morin (matricule 57 615) sont ensuite transférées dans d'autres camps (Torgau, Abteroda, Markkleeberg). Libérées le 21 avril 1945, elles sont rapatriées à Paris le 3 juin 1945. Dès leur retour, Denise et Yvette Morin témoignent de leurs actions et reçoivent la médaille de la Résistance française. Déjà titulaire à l'issue de la Première Guerre mondiale de la médaille Militaire et de la croix de Guerre avec citation à l'ordre du corps d'armée, Georges Morin reçoit à titre posthume la médaille de la Résistance française (1952).

À ce jour, une plaque est dédiée à Georges Morin dans le corridor de Metz de l'Hôtel national des Invalides à Paris sur le mur des locaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG). Une deuxième plaque qui avait été apposée dans les locaux de l'ONACVG n'est désormais plus visible. ■

(1) Stefan Harding, auteur de *Escape from Paris. A true story of Love and Resistance in Wartime France*, (Da Capo Press, 2019), indique que l'aviateur Tony Trusty a gravé ce message avec un canif.

(2) Stefan Harding, *op.cit.* et le témoignage de Gabrielle Waime recueilli par Mademoiselle Patrimoine les 5 et 8 avril 1946 (AN 72AJ/81/V pièce 17).

(3) Service historique de la Défense, dossiers GR 16P431653 (Yvette Morin) ; GR 28P4282102 (Denise Morin) ; GR 21P518443, GR 16P431413 et GR 28P428012 (Georges Morin).

(4) Une notice biographique rédigée par l'auteure de cet article est consacrée à Georges Morin dans *Le Livre des 9 000 déportés de France à Mittelbau-Dora. Camp de concentration et d'extermination par le travail*, Le Cherche-Midi, 2020. Ouvrage collectif dirigé par Laurent Thiery.

Les photographies d'aviateurs prises par les *helpers*, une promesse de survie ?

Par Frantz Malassis

Durant l'Occupation, certains *helpers* ont souhaité garder une trace photographique des aviateurs qu'ils avaient secourus. Ces photographies attestent des liens forts qui unissaient les *helpers* à leurs « protégés ».

Les résistants, en règle générale, ne s'encombraient pas de photographies montrant explicitement des actions de Résistance qui auraient pu devenir autant de preuves compromettantes si elles tombaient aux mains de l'ennemi. Cependant, à certaines occasions, ils passaient outre ces consignes de sécurité, notamment dans le cas de manifestations publiques de la Résistance. Ces clichés pris dans un but de contre-propagande pouvaient alors être diffusés dans les journaux clandestins ou la presse du monde libre pour attester de l'opinion française en faveur de la Résistance⁽¹⁾ ou pour donner une bonne image des résistants.

Les photographies d'aviateurs prises par les *helpers* répondent à une toute autre logique. Prises sans perspective de diffusion, elles répondent à la volonté de ces résistants de fixer sur la pellicule un bout d'histoire, voire d'apporter dans le futur la preuve de leur action. La photographie a donc ici valeur de témoignage pour l'avenir, avec toute une série de connotations possibles.

Une promesse de survie

Des *helpers* ont pris le risque de se faire photographier avec leurs « protégés », acte qui va bien au-delà de la simple prise de photographie-souvenir. Ces photographies représentent une promesse de survie qui permet aux sauveteurs comme aux sauvés de se projeter dans l'avenir. La plus exceptionnelle et la plus connue d'entre-elles est celle prise par Norbert Fillerin à l'automne 1942. Elle représente un équipage de bombardier de la *Royal Air Force* contraint à un atterrissage forcé le 17 septembre 1942 à Alquines (Pas-de-Calais). Ces aviateurs posent en uniforme devant la maison de la famille Fillerin, à Renty, en compagnie de plusieurs femmes de cette famille de *helpers*. L'avis de recherche de ces aviateurs diffusé par la *Kreiskommandantur* de Saint-Omer a été ironiquement affiché sur la porte pour apparaître à l'image. Montrant clairement une action de résistance, ce cliché⁽²⁾ a dû être enterré pour des raisons de sécurité évidentes par Norbert Fillerin qui l'a exhumé de son jardin à son retour de déportation (voir page II).

Des photographies transgressives

D'autres clichés au caractère plus anodin ne montrent pas explicitement l'action de sauvetage⁽³⁾. Leur signification « résistante », transgressive, est connue de ceux qui en sont les protagonistes. Elles prennent la forme de banales photographies de famille comme celle de trois aviateurs alliés prise en décembre 1942 sur la promenade des Anglais à Nice en compagnie de Denise Sainson. Évadés le 24 août 1942 du fort de La Revère, à une dizaine de kilomètres de Nice, ces aviateurs trouvent refuge dans l'appartement niçois des époux Denise et René Sainson, tous deux engagés dans la Résistance. Ces jeunes aviateurs supportent difficilement de rester enfermés dans ce logement situé derrière l'église Saint-Pierre-d'Arène, tout près de la promenade des Anglais. Souhaitant prendre l'air et se dégourdir les jambes, ils demandent à leurs hôtes de pouvoir se promener en ville, ce qui représente un risque depuis l'arrivée des troupes italiennes en novembre 1942⁽⁴⁾.

Cette photographie témoigne d'une certaine forme de bravade de ces deux *helpers* face au danger bien réel d'arrestation et de déportation. En effet, Denise Sainson, membre du réseau d'évasion Pat O'Leary, a demandé à son mari de la photographier sur la promenade des Anglais en compagnie de ses « protégés » devant trois soldats italiens armés en faction.

Ce cadrage intentionnel n'est pas sans rappeler les images d'aviateurs alliés tournées à la dérobee par le résistant Albert Mahuzier en plein Paris occupé. Désireux de voir la Tour Eiffel de plus près, trois aviateurs, accompagnés d'un autre résistant, Robert Gudin, flânent devant les étals des bouquinistes sur les quais de Seine, passent devant des panneaux allemands de circulation près de l'Assemblée nationale, déambulent au pied de la Tour Eiffel et finissent leur « excursion parisienne » sur la place du Trocadéro en se promenant nonchalamment au milieu de permissionnaires allemands et de patrouilles en armes. Un peu moins de trois minutes de ces images exceptionnelles sont insérées dans



Collection Musée de la Résistance Azuréenne, fonds Sainson

▲ Trois aviateurs alliés photographiés en décembre 1942 sur la promenade des Anglais à Nice en compagnie de Denise Sainson.

le documentaire intitulé *Réseau X* réalisé en 1946 par Albert Mahuzier pour expliquer aux Français de l'immédiat après guerre la réalité et l'organisation des réseaux d'évasion⁽⁵⁾.

Enfin, ce tour d'horizon ne serait pas complet s'il n'abordait pas les photographies d'identité des aviateurs prises pour réaliser de faux papiers nécessaires à leur exfiltration. Certains *helpers* ont conservé pieusement un exemplaire de ces portraits comme autant de souvenirs des risques pris pour sauver ces hommes tombés du ciel.■

(1) Comme celles prises à l'occasion des manifestations patriotiques du 11 novembre 1943 à Oyonnax reproduites à la troisième page du journal clandestin *Libération Sud* n° 40 du 1^{er} décembre 1943.

(2) Il est aujourd'hui conservé à La Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais.

(3) Un certain nombre de ces photographies sont aujourd'hui accessibles dans les collections des musées de la Résistance. On citera par exemple, le très riche *corpus* photographique d'aviateurs aidés par la famille d'Hallendre et Valentine Ployart du fonds Eugène d'Hallendre conservé au musée de la Résistance de Bondues (Nord) ou bien encore la photographie représentant une famille de paysans du village de Mazangé (Loir-et-Cher) avec deux aviateurs américains qu'elle a hébergés pendant plusieurs mois conservée au musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Cependant, aujourd'hui encore beaucoup de ces images inédites sont encore détenues en mains privées et sont découvertes à l'occasion d'études historiques. Ainsi, en 2019, Stefan Harding auteur de *Escape from Paris. A true story of Love and Resistance in Wartime France* a publié des photographies de la famille Morin prises sur les toits de l'église du Dôme aux Invalides.

(4) Informations aimablement communiquées par Jean-Louis Panicacci.

(5) Ce court métrage d'une durée de 13 minutes produit par le studio ATC est visible sur la plate-forme YouTube.

Odile de Vasselot, convoyeuse de la ligne Comète

Entretien avec Frantz Malassis

Née en 1922, Odile de Vasselot est issue d'une famille de militaires de la bourgeoisie catholique. Avant la guerre toute sa famille vit à Metz où son père est officier au 30^e régiment de dragons. C'est aussi la ville où se trouve le 507^e régiment de chars de combat que commande le colonel de Gaulle, connu et apprécié d'une partie de sa famille. Après l'exode, où elle entend la fin de l'appel du 18 juin, toute sa famille s'installe à Paris. Alors étudiante, Odile de Vasselot refusant viscéralement la défaite participe à la manifestation du 11 novembre 1940 avant de s'engager au réseau Zéro France puis au réseau d'évasion Comète⁽¹⁾. En novembre dernier, nous avons rencontré Odile de Vasselot qui nous a livré quelques épisodes marquants de ses missions pour Comète.

Comment êtes-vous entrée à la ligne Comète ?

J'ai d'abord été agent de liaison au réseau de renseignement Zéro France. Chaque samedi, je transportais le courrier entre Paris et Toulouse. En avril 1943, lors de ma mission hebdomadaire, j'apprends que mon contact à Toulouse vient d'être arrêté. De retour à Paris, mon chef que j'informe de la situation, craignant que je ne sois prise en filature, me demande de cesser tout contact avec le réseau comme l'exigeaient les règles de sécurité. J'étais absolument navrée car je ne pouvais plus agir contre les Allemands.

À l'époque j'appartenais à un mouvement d'action catholique où je retrouvais une amie, Jacqueline Darcy. Engagée dans la Résistance, elle était l'adjointe du révérend-père Riquet. Celui-ci lui avait demandé de recruter des jeunes filles pour devenir des convoyeuses d'aviateurs alliés. Connaissant mes sentiments patriotiques, elle me demande si je souhaite travailler pour un réseau d'évasion. J'accepte immédiatement. Elle m'indique alors de me rendre le dimanche suivant à la sortie de la grand messe devant l'église Saint-François-Xavier (VII^e arrondissement de Paris) pour y rencontrer un responsable du réseau d'évasion. Avec deux autres personnes présentes à cet endroit pour les mêmes raisons, nous sommes abordés par Jean-Jacques qui nous demande si l'une de nous trois peut l'accompagner à la frontière belge le lendemain matin. J'accepte tout de suite cette première mission et, le lendemain à 8 heures, je retrouve Jean-Jacques devant le guichet des billets internationaux de la gare du Nord. Le train était bondé et nous avons fait le trajet Paris-Lille debout dans le couloir. Arrivés à Lille, Jean-Jacques me montre les itinéraires et me fait rencontrer les contacts qui me permettront de faire franchir la frontière belge aux aviateurs que je prendrai en charge pour les convoyer jusqu'à Paris. C'est ainsi que sous le pseudonyme de Jeanne, l'aventure de Comète commence pour moi.

Concrètement comment s'effectuait ce passage de la frontière et votre retour avec les aviateurs sur Paris ?

En 1943, Comète avait mis en place le système des « passes ». Dans une maison d'un village belge tout près de la frontière des convoyeurs amenaient dans la soirée des aviateurs. À cinq kilomètres de là, de l'autre côté de la frontière, nous partions d'une maison

sûre pour traverser clandestinement la frontière et venir prendre en charge dans le village belge les aviateurs que nous ramenions ensuite à Paris. Plusieurs points de passage existaient sur la frontière entre des villages belges et français. J'ai surtout été active sur ceux de Rumes/Bachy et d'Hertain/Camphin.

Je connaissais uniquement le segment de la ligne dont j'avais la charge et du fait du cloisonnement, je ne savais rien de ce qui se passait avant moi ni après. Je ne savais même pas que les aviateurs passaient ensuite par l'Espagne pour rejoindre l'Angleterre. Je convoyais mes aviateurs jusque chez une concierge qui habitait près du parc Montceau à Paris. Après lui avoir confié mes protégés, je repartais bien vite car je ne devais pas rencontrer celui qui venait les chercher pour les amener à Bayonne. Ce n'est qu'après la guerre que j'ai découvert toute l'étendue de la ligne Comète qui partait des Pays-Bas pour aller jusqu'à Gibraltar.

Nos aviateurs étaient assez repérables. Ils avaient une allure très *British* et étaient habillés à la diable. De plus, ils ne parlaient pas un mot de français ce qui rendait le voyage dans des trains surpeuplés assez compliqués. Bien sûr, on tentait de leur donner des informations sur leur identité mais c'était peine perdue. On leur disait : « *Voici vos nouvelles cartes d'identité françaises. Tâchez d'apprendre votre état civil par cœur.* » On leur demandait alors « *Où êtes-vous né ?* ». Certains répondaient : « *Oh je travaille à Paris* » avec un accent anglo-saxon très prononcé !

Lors de ces trajets que vous effectuez avec les aviateurs alliés le fait que vous soyez une jeune femme était-il plus facile pour éviter les contrôles ?

Les Allemands se méfiaient peu des jeunes filles qu'ils pensaient incapables de sortir de la légalité. Ainsi, lors de ma dernière mission pour Comète en janvier 1944, les deux aviateurs que je convoyais ont été arrêtés par la *Gestapo* qui avait été informée. Bien que je me sois trouvée entre les deux aviateurs, ils n'ont même pas regardé ma carte d'identité et j'ai échappé à l'arrestation. En revanche, les Allemands ont arrêté un homme d'un certain âge.

Photo Frantz Malassis



Portrait d'Odile de Vasselot pris lors de l'entretien en novembre 2021.

Devant elle se trouve une carte d'évasion imprimée sur soie qui faisait partie des kits de survie remis aux aviateurs avant chaque mission.

Aviez-vous conscience des dangers encourus ?

Le danger était quelque chose d'un peu abstrait. En cas d'arrestation, je n'avais pas conscience de la différence de traitement qui pouvait exister entre les aviateurs qui, protégés par la convention de Genève, étaient envoyés dans des *Oflags* et nous autres résistants qui aurions été déportés. Durant l'Occupation, on ne connaissait pas la réalité du régime concentrationnaire. Je pensais naïvement que si j'étais arrêtée je serais emprisonnée à Fresnes. Il nous arrivait de prendre des libertés avec les règles de sécurité. En mai 1944, après le démantèlement de la ligne Comète, j'ai repris du service au réseau Zéro France. Par l'intermédiaire du chanoine Pasteau, je me suis occupée d'un aviateur Edward Wilson. Après m'être assurée grâce au réseau que cet aviateur n'était pas un agent allemand infiltré, je l'ai ramené à Paris pour l'installer dans un appartement près de la porte d'Orléans. Je me souviens d'avoir fait avec lui des promenades au parc Montsouris et de l'avoir emmené à la piscine Deligny à Paris. On peut considérer que c'était de l'inconscience.

Pour conclure, je rappellerai ce que disait Andrée De Jongh, cheffe du réseau Comète : « *nous avons eu la chance de combattre sans tuer personne mais au contraire notre mission était de ramener des pères à leurs enfants, des maris à leur femmes* » et pour nous tous, cela était très réconfortant. ■

(1) On lira pour plus de détail le témoignage d'Odile de Vasselot, *Tombés du ciel. Histoire d'une ligne d'évasion*, Paris, Le Félin, 2005.

Actualités du département AERI

Nouveautés du Musée de la Résistance en ligne

Le Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) s'est enrichi de nouveaux contenus : corpus documentaires, exposition, fiches biographiques tandis que d'autres projets sont en cours de réalisation.

En août 2021, le président de la République, Emmanuel Macron, annonçait l'entrée de **Joséphine Baker au Panthéon**. L'artiste franco-américaine, symbole du combat contre le racisme, a rejoint la nécropole laïque des « Grands Hommes » le 30 novembre dernier. À cette occasion, le musée de la Résistance en ligne vous propose une sélection de documents issus des fonds des Archives nationales et du Service historique de la Défense permettant de suivre son parcours durant la Seconde Guerre mondiale.

La réalisation de l'exposition virtuelle « **Juifs, résistants et combattants** » se poursuit. Après une longue phase de recherche documentaire et iconographique, les quelques 270 notices ont été réparties en une quinzaine d'auteurs. Le groupe de travail ainsi constitué et coordonné par Fabrice Bourrée, chef du département AERI, comprend l'équipe de la Fondation à laquelle se sont joints Alexandre Bande et Guillaume Pollack, docteurs en histoire, plusieurs spécialistes d'une organisation en particulier (Claude Collin pour l'Union de la Jeunesse juive,

Maurice Lugassy pour la « Main forte » à Toulouse, Constance Paris de Bollardière et Bernard Flam pour le Bund, Mathias Orjeh pour les Éclaireurs Israélites de France, Valérie Pietravalle pour les maquis de Vabre...), ainsi que des historiens spécialisés dans l'histoire régionale (Elerika Leroy et André Magne pour la région toulousaine, Sylvie Orsonni pour les Bouches-du-Rhône, Bernard Revirieg pour la Dordogne). Les principaux fonds utilisés pour la réalisation de cette exposition virtuelle sont ceux du mémorial de la Shoah, des Archives nationales, du Service historique de la Défense, du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne mais également du musée de l'Holocauste à Washington ou de Yad Vashem à Jérusalem. Les mois d'octobre et novembre ont été consacrés à la réception et à une première relecture des textes envoyés par les auteurs. Les notices relues sont ensuite intégrées dans la console d'administration du Musée de la Résistance en ligne. Une ultime relecture sera menée par



© Service historique de la Défense

Photographie dédiée de Joséphine Baker, 1943.

l'équipe de la Fondation. La mise en ligne de l'exposition est prévue à la fin du 1^{er} semestre 2022.

Après une longue interruption liée aux conditions sanitaires, à la fermeture ou au ralentissement d'activité de certains services d'archives, les équipes Ardèche et Provence-Alpes-Côte d'Azur du Musée de la Résistance en ligne ont pu reprendre leur travail et enrichir leurs expositions respectives avec de nouvelles notices.

L'intérêt pour les parcours individuels dans la Résistance ou pour les recherches à caractère biographique, qu'elles soient le fait d'historiens, de généalogistes ou de descendants, se manifeste notamment par le nombre croissant de compléments d'informations, de documents ou photographies numérisés communiqués au département AERI. La **base nominative de résistants** du Musée de la Résistance en ligne s'enrichit ainsi très régulièrement de ces contributions. ●

FB

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation sur le Musée de la Résistance en ligne

L'espace pédagogique du Musée de la Résistance en ligne s'enrichit cette année encore de ressources à l'attention de tous ceux qui préparent le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD).

Dans l'espace pédagogique, le pavé « Préparer le CNRD » donne accès aux archives numériques du CNRD depuis la session 2012-2013. On y trouvera les brochures numériques (initiées par la Fondation de la Résistance), les expositions virtuelles ou les corpus documentaires, et des sitographies qui mettent en valeur les ressources numériques des partenaires du Concours. Pour la session 2021-2022 dont le thème est « La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du III^e Reich (1944-1945) », on trouvera la brochure numérique au contenu augmenté coordonnée par le mémorial de la Shoah, un corpus documentaire de plusieurs dizaines de médias issus du Musée de la Résistance en ligne qui suit le plan en trois parties de la brochure nationale, et une sitographie actualisée.

Le pavé « Travaux d'élèves » met en valeur des travaux audiovisuels, sonores et numériques que nous ont confiés des enseignants. Qu'ils aient reçu ou non un prix départemental, académique ou national, ces travaux sont une source d'inspiration pour les enseignants qui se lancent dans la préparation du CNRD avec leurs élèves ou pour les candidats qui cherchent des idées dans les catégories 2 « Travail collectif lycée » ou 4 « Travail collectif collège ». Des travaux très différents sont consultables sur le Musée de la Résistance en ligne : par exemple un podcast réalisé par des élèves de troisième du collège de Rhuy à Sarzeau (Morbihan) sur l'engagement des pionniers, ou bien un stop motion sur la manifestation du 11 novembre 1940 conçu par des élèves du collège Solveig Anspach à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Nous invitons les enseignants qui voudraient mettre en valeur le travail des élèves dans le cadre du Concours à contacter le service pédagogique de la Fondation de la Résistance. ●

HS



« Dans les coulisses de la manifestation du 11 novembre 1940 ». Stop motion réalisé par des élèves d'une classe de troisième du collège Solveig Anspach à Montreuil (Seine-Saint-Denis, académie de Créteil) dans le cadre du CNRD 2020-2021.

Exposition itinérante « La Médaille de la Résistance française ».

Après Plougasnou (Finistère) l'an dernier, l'exposition a été accueillie à l'hôtel de Ville de Belfort du 9 au 27 novembre dans le cadre des cérémonies célébrant le 77^e anniversaire de la libération de la ville. L'intérêt de la municipalité s'est porté sur cette exposition car deux unités belfortaines sont titulaires de cette décoration emblématique : le corps des sapeurs-pompiers et le clan Guy de Larigaudie des scouts-routiers.

Guide Retracer le parcours d'un résistant ou d'un Français libre. Archives & Culture, 2020.

Fabrice Bourrée a présenté son ouvrage lors d'une conférence organisée au salon de la généalogie à la mairie du XV^e arrondissement de Paris le mercredi 27 septembre dernier. Une cinquantaine de personnes ont assisté à cette présentation (jauge maximale de la salle en raison des contraintes sanitaires) qui s'est poursuivie par une longue séance de questions-réponses.

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Paris allemand, entre refus et soumission.

Dominique Veillon.

Tallandier, 2021, 367 p., 22 €

De l'entrée des Allemands dans Paris le 14 juin 1940 jusqu'au 26 août 1944, la ville lumière a connu les heures sombres de l'Occupation. « Pendant quatre ans, nous avons vécu et les Allemands vivaient aussi, au milieu de nous, submergés, noyés par la vie unanime de la grande ville » écrira le philosophe Jean-Paul Sartre.

Reconnue pour ses travaux novateurs sur la vie quotidienne sous l'Occupation, Dominique Veillon était la mieux placée pour nous offrir une histoire au quotidien du Paris allemand. S'appuyant sur l'ensemble des sources disponibles, notamment les archives de la préfecture de police de Paris, ainsi que de nombreux témoignages et journaux intimes, elle propose une étude très précise et rigoureuse qui confronte le point de vue des Parisiens et celui des Allemands. Elle n'oublie pas la période mal connue de la « drôle de guerre » qui a bouleversé le quotidien des Parisiens en provoquant les premières restrictions et les premières évacuations. L'exode de juin 1940 se manifeste par des départs massifs. Paris se vide des trois quart de sa population. Lorsque

les « exodiens » reviennent au cours de l'été et de l'automne 1940, ils découvrent la mise en place d'un nouvel ordre allemand qui se traduit par les réquisitions d'hôtels et de bâtiments opérées par l'occupant. Les drapeaux à croix gammée flottent sur les édifices, les affiches allemandes recouvrent les murs. Le contexte de l'Occupation entraîne une généralisation des pénuries qui apparaissent plus criantes à Paris qu'ailleurs du fait des pillages et des réquisitions opérées par le vainqueur mais aussi de la division du territoire qui coupe la ville de ses circuits d'approvisionnement traditionnels. Dans un tel contexte, les Parisiens doivent apprendre pour survivre à recourir au système D et aux différents types de trafics qui vont du troc jusqu'aux pratiques plus condamnables du marché noir.

Ces difficultés quotidiennes liées à l'occupation entraînent l'impopularité immédiate des Allemands, pour qui Paris devient « la ville sans regard ». Elles expliquent également que Paris n'ait nullement communiqué au mythe Pétain qui se développe en zone Sud, où les effets de l'Occupation se faisaient moins sentir. Une résistance précoce se développe d'ailleurs dans la capitale, dès l'automne 1940, avec l'apparition des premières organisations et le développement de manifestations patriotiques spontanées comme le 11 novembre 1940.

Au-delà de ce tableau général qui fourmille de nombreuses histoires, l'ouvrage de Dominique Veillon a surtout le grand mérite d'évaluer les conséquences sociales en envisageant la façon dont se sont adaptées les différentes catégories de parisiens à la situation. Elle distingue celles qui ont pu profiter de la présence allemande (industriels engagés dans la collaboration économique, trafiquants) celles qui s'en sont accommodé à des degrés divers (commerçants, restaurateurs mais aussi artistes et intellectuels) et celles qui sont apparues comme les principales victimes d'une période qui se caractérise par un contexte économique d'appauvrissement (chômeurs, ouvriers, petits employés) et surtout par une répression et des persécutions sans précédent menées par les Allemands et leurs auxiliaires de Vichy qui touche à la fois les opposants et résistants mais aussi les juifs. ●

Fabrice Grenard

Le moment Daniel Cordier. Comment écrire l'histoire de la Résistance ?

Laurent Douzou.

CNRS éditions, 2021, 193 p., 22 €

Le 9 juin 1983, l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP), laboratoire récemment créé au sein du CNRS, invitait à l'initiative de son directeur François Bédarida et de l'historien Jean-Pierre Azéma, Daniel Cordier, l'ancien secrétaire de Jean Moulin, à prononcer une conférence en Sorbonne sur la formation et les débuts du CNR. Cette conférence fut suivie d'une table ronde réunissant des historiens et d'anciens dirigeants de la Résistance.

Un an après la disparition de Daniel Cordier, Laurent Douzou, auteur d'un ouvrage devenu un classique sur l'historiographie de la Résistance, propose de remettre

en perspective ce moment particulier qui a vu l'ancien secrétaire de Jean Moulin dévoiler les premiers fruits de son travail d'historien mené à partir des différentes sources écrites qu'il avait en sa possession.

Il rappelle tout d'abord que l'historiographie de la Résistance avait déjà bien progressé avant que Cordier n'intervienne dans le débat, grâce notamment aux travaux du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CHDGM) piloté par Henri Michel qui permit l'émergence de toute une génération d'historiens qui commencèrent leur carrière en son sein comme correspondant (Jean-Marie Guillon, Jacqueline Sainclivier, Pierre Laborie, François Marcot).

Laurent Douzou revient ensuite sur ce qui a amené Daniel Cordier à vouloir faire œuvre d'historien : les accusations portées par Henri Frenay contre son ancien patron Jean Moulin, présenté par l'ancien chef de Combat comme un cryptocommuniste. Lors du débat qui les opposa aux dossiers de l'écran le 11 octobre 1977, Cordier qui tentait de défendre Jean Moulin des accusations portées contre lui fut profondément déstabilisé par l'argumentation de Frenay consistant à le rabaisser comme un simple « intendant » qui n'était pas tenu par son chef Moulin dans la confiance des problèmes politiques. C'est à cette occasion que Cordier entreprit d'entamer une biographie de Moulin uniquement basée sur les archives dont la grande majorité était en sa possession depuis la fin de la guerre.

Évoquant enfin les retombées de la journée du 9 juin 1983, Laurent Douzou montre comment la prise de position de Cordier en faveur d'une histoire pensée à partir des seuls documents écrits a été mise en avant par une génération nouvelle d'historiens liée à l'IHTP qui souhaitait se démarquer des travaux antérieurs sur la Résistance en privilégiant les archives écrites aux sources orales.

Tout en montrant parfaitement comment ce « moment Cordier » a pesé dans la façon d'écrire l'histoire de la Résistance, Laurent Douzou nuance cependant l'idée qu'il ait pu correspondre à un tournant historiographique radical comme cela a souvent pu être dit. La volonté d'écrire une histoire rigoureuse de la Résistance et de se détacher des « pieuses légendes » avait été formulée dès les années 1950 dans le cadre du CHDGM et les tensions qui avaient opposé les résistants lors de la création du CNR, notamment l'opposition Moulin-Brossolette, qui constituait le temps fort de la conférence de Cordier en 1983, avaient déjà été largement soulignées dans les travaux des spécialistes de la période. ●



© CNRS éditions

Une conférence sur Maurice Schumann à Montauban

Le vendredi 24 septembre à Montauban, Robert Badinier, délégué de MER pour l'Hérault, a organisé une conférence sur Maurice Schumann.

Robert Badinier a d'abord rappelé le lien entre la ville de Montauban et Maurice Schumann. Ce lien est une photographie que Maurice Schumann avait adressée à Marie-Rose Ginest, secrétaire de M^{gr} Théas, évêque de Montauban, avec une dédicace particulièrement élogieuse témoignant de l'action exemplaire que cette femme, engagée dans la Résistance, avait menée dans le département.

Jacques Legendre, ancien ministre et sénateur a fait un bel hommage de cet homme politique dont il fut très proche.

Pour lui, Maurice Schumann est d'abord dans la mémoire collective le porte-parole du général de Gaulle et de la France libre qui parlait aux Français depuis Radio-Londres.

Admirateur de Bergson sous l'influence duquel il approfondira sa foi catholique, il obtient en 1928 le prix de philosophie au concours général. De 1928 à 1930, il suit les cours du philosophe Alain au lycée Henri IV, tout en guérissant d'une très grave hémoptysie.

En 1933, il est chef adjoint de grand reportage à Londres, puis à Paris, écrivant des éditoriaux, de politique étrangère paraissant dans plusieurs grands titres de l'époque. Alarmé des faiblesses des démocraties, il écrit, voyage, rencontre beaucoup de personnalités. C'est à ce moment là qu'il développe ses convictions européennes. En 1936, il soutient le Front Populaire. Antifasciste et antimunichois, il se mobilise au service de Paul Reynaud. Il dénonce les défaillances des démocraties au moment de l'*Anschluss* et se révèle peu surpris à l'annonce du pacte germano-soviétique.

À la déclaration de guerre, il est engagé volontaire et sert comme interprète militaire auprès du Corps Expéditionnaire britannique.

Le soir du 18 juin 1940, à Niort, il entend l'appel du général de Gaulle et a le sentiment d'être né ce jour-là. Le 21 juin, il s'embarque à Saint-Jean-de-Luz pour rejoindre l'Angleterre. Le 30 juin, il rencontre le général de Gaulle à Londres où il fait la connaissance de Lucie Daniel, engagée depuis le 18 juin, qu'il épousera quelque temps après.

Devenu le porte-parole de la France libre, il intervient régulièrement dans l'émission *Honneur et Patrie* sur les ondes de la BBC. Du 17 juillet 1940 et jusqu'à la fin mai 1944, il y prendra la parole plus de mille fois avec sa voix chaude et vibrante, sans consignes du général, mais dans sa ligne. Certaines de ses interventions marquantes ont été citées lors de cette conférence.

Le 6 juin 1944, il est l'un des rares Français à débarquer aux côtés des Anglais, sur la plage normande d'Asnelles (Gold beach), commune où il décidera d'être inhumé. Il rejoint ensuite Bayeux pour préparer l'accueil du général de Gaulle dans cette ville le 14 juin. Versé le 3 août dans la 2^e DB, il participe glorieusement aux combats de la Libération de Paris dont celui du ministère de la Marine. Le 25 août 1944, il est présent à l'Hôtel de Ville de Paris lors que le général de Gaulle y prononce son discours.

Fait compagnon de la Libération, après guerre, Maurice Schumann entame alors une longue carrière parlementaire. Il participe à la fondation du MRP et restera député du Nord sans interruption jusqu'en 1973.



Intervention de Robert Badinier lors de la conférence sur Maurice Schumann à Montauban.

© Mémoire et Espoirs de la Résistance

Plusieurs fois ministre, il devient sénateur du Nord en 1974 et le restera jusqu'à sa mort en 1998. Il est également très actif au Conseil régional, dans ce Nord où il aime à se déplacer dans les communes, aller aux foires agricoles, défendre la musique avec Jean-Claude Casadessus, donner des conférences, ce qu'il fera aussi pendant de longues années à travers la France entière.

Parallèlement à sa carrière politique, Maurice Schumann, poursuit ses travaux d'écrivain publiant de nombreux romans et essais jusqu'en 1995. On citera notamment : *Le vrai malaise des intellectuels de gauche* (1957), *La Voix du couvre-feu, cent allocutions de celui qui fut le porte-parole du général de Gaulle, 1940-1944...* (1964) *Les flots roulant au loin* (1973), *La mort née de leur propre vie* (1974), *Un certain 18 juin* (1980), *Qui a tué le Duc d'Enghien ?* (1984), *La Victoire et la nuit* (1989), *Bergson ou Le retour de Dieu* (1995). Devenu académicien en 1974, Maurice Schumann a été professeur associé à la faculté libre des lettres et sciences humaines de Lille et également président de l'association des écrivains catholiques de langue française. ●

Jean Novosseloff



Odile de Vasselot

Photo Franz Malassis

Le témoignage d'Odile de Vasselot

Comme près de 1 200 résistantes et résistants, Odile de Vasselot nous a livré son témoignage. Dans cet extrait, elle porte un regard sur son parcours dans la Résistance et évoque son rôle dans la transmission de cette mémoire auprès des jeunes générations. Un beau témoignage à découvrir ou à redécouvrir sur le site de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance.

De la chance aussi d'avoir fait partie d'un réseau absolument passionnant (La ligne Comète) dont le but était de sauver et non pas de tuer.

Tout ça m'a été donné pour que maintenant j'aide les autres, en particulier les jeunes, qui n'auront pas l'occasion de vivre la Résistance mais qui m'envieront sans doute de l'avoir fait.

J'ai été « passeur » dans le réseau Comète il faut que je continue à être « passeur »

Je me suis fait à moi-même la promesse (sans savoir tout ce qui se créerait pour la Mémoire de la Résistance) de ne jamais refuser d'en parler quand on me le demanderait. J'ai été fidèle, sans chercher à en tirer une gloire quelconque, d'essayer seulement d'aider.

Je crois que jusqu'à maintenant j'ai été fidèle à cette promesse. »

Adhésion :

Merci de votre soutien financier qui permet à l'association de poursuivre ses activités partout en France.

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Dupleix – 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32

« J'ai eu beaucoup de chance, non pas de ne pas avoir été arrêtée, fusillée, déportée. Mais d'avoir eu juste le bon âge pour faire de la Résistance. J'avais passé le Bac en juillet 1939. Je n'étais pas encore engagée dans des études, ni dans une vie professionnelle. Je n'étais pas mariée avec des enfants. Bref entièrement libre.

Activités du département documentation et publications

Un monument en hommage à la Résistance française offert par des Américains

Un monument offert par des Américains en hommage à la Résistance a été inauguré le 5 juin 2021 à Sainte-Marie-du-Mont (Manche). Œuvre du sculpteur Stephen Spears, la réalisation du *Normandy French Resistance Monument* (photo 1) a été rendue possible grâce à la détermination de Joseph Ivanov, ancien capitaine des Forces spéciales de l'armée américaine, et de Charles de Vallavieille, maire de Sainte-Marie-du-Mont, qui ont su mobiliser les énergies outre-Atlantique et dans le département de la Manche pour que ce projet se concrétise.

Un hommage vibrant des États-Unis à la Résistance française

Sollicitée en septembre 2020 par Charles de Vallavieille, la Fondation de la Résistance a immédiatement accordé son soutien à ce projet mémoriel, conscient qu'il constituait un vibrant hommage des États-Unis à la Résistance française. Situé à quelques encablures de la plage du débarquement d'Utah Beach, ce monument témoigne désormais devant les jeunes générations de la participation des résistants français à la préparation du débarquement de Normandie et de leur rôle éminent aux côtés des Alliés dans la libération du territoire national.

Le préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, a rappelé dans son allocution, que ce monument était un beau symbole de la reconnaissance du rôle de la Résistance française et représentait un trait d'union entre la France et les États-Unis d'Amérique, deux nations qui de par leur histoire commune savent combien la Liberté est un bien précieux. Symbolisant ce lien indéfectible, à l'issue de la cérémonie, Charles Norman Shay, vétéran américain de la Première division américaine (*Big Red One*) qui débarqua à Omaha, est venu saluer Hervé Odermatt, ancien résistant français (photo 2).

Des membres des forces spéciales américaines sont venus nombreux assister à l'inauguration de ce monument qui rappelle l'importance des 94 équipes de l'opération Jedburgh dans le succès du Débarquement. Ces équipes interralliées étaient constituées d'officiers du *Special Operation Executive* (SOE) britannique, de l'*Office of Strategic Services* (OSS) américain et du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de la France libre. Parachutées en France et au Pays-Bas, elles avaient pour mission d'équiper les maquis et de coordonner l'action des résistants avec les plans généraux de l'État major allié en vue d'immobiliser les forces allemandes au moment du débarquement



de Normandie. Ces équipes Jedburgh sont considérées comme les précurseurs des forces spéciales contemporaines.

Une médiation culturelle et éducative autour de ce monument

Après l'inauguration, la Fondation a accepté d'accompagner la commune de Sainte-Marie-du-Mont dans la prise en charge d'une cérémonie qui sera organisée symboliquement chaque 5 juin. Elle a également souhaité apporter son expertise scientifique dans la médiation nécessaire à la compréhension du monument par le biais d'explications historiques sur panneaux à sa proximité et par des informations disponibles sur différents sites Internet.

Enfin, la Fondation va s'engager dans le développement d'un programme éducatif qui sera mis en place par le musée du débarquement d'Utah Beach et les partenaires tant français qu'américains engagés autour de ce monument. La mise au point d'une convention entre les parties prenantes est actuellement en cours d'élaboration sur ces différents aspects.

D'ores et déjà, en 2022, dans le cadre des commémorations du 78^e anniversaire du Débarquement, la Fondation de la Résistance organisera, au musée du débarquement d'Utah Beach, une conférence ayant pour thème « Le rôle de la Résistance française dans le débarquement allié et la Libération de la France ». ●

FM

L'exposition « Les femmes dans la Résistance » sillonne la France

Pour répondre à l'attente de nombreux établissements scolaires et culturels la Fondation a réalisé une exposition itinérante sur « Les femmes dans la Résistance⁽¹⁾ ». Grâce à cette exposition, qui est amenée à circuler à travers toute la France, le grand public pourra découvrir le rôle des femmes dans la « résistance pionnière », mais aussi les tâches qu'elles ont accomplies dans la lutte clandestine et la façon dont elles ont pu évoluer entre 1940 et 1944, et enfin des parcours de femmes emblématiques illustrant cette résistance au féminin.

Au cours du second semestre 2021, cette exposition a été empruntée par plusieurs établissements scolaires et une commune de France. Présentée au lycée Lucie Aubrac à Sommières (Gard) lors de son inauguration en septembre 2021 et au collège François Truffaut à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine), elle était accessible au grand public à la mairie de Châteaubriant (Loire-Atlantique) dans le cadre de la 6^e édition de la semaine du Souvenir organisée par la ville du 6 au 21 novembre 2021. Cette édition était dédiée aux « Femmes pendant les deux guerres mondiales ».

Preuve de son succès, la Fondation de la Résistance a reçu de nombreuses réservations qui s'étendent jusqu'au mois d'août 2022. ●

(1) Pour emprunter cette exposition, contactez frantz.malassis@fondationresistance.org



Présentation de l'exposition les femmes dans la Résistance à la médiathèque du centre culturel Louis Aragon à Oyonnax (Ain) en juin 2021.

FM